



HAL
open science

Le Soudan, terre d'accueil, terre d'exode: les migrations, de l'accident à la norme

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Le Soudan, terre d'accueil, terre d'exode: les migrations, de l'accident à la norme. 2014. halshs-01018242

HAL Id: halshs-01018242

<https://shs.hal.science/halshs-01018242>

Preprint submitted on 4 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marc Lavergne

Directeur de recherche au CNRS

Le Soudan, qui était jusqu'en juillet 2011 le plus vaste pays d'Afrique (2,5 millions de km²), entouré de 9 voisins, est l'un des pays qui a connu les plus grandes migrations de population depuis la période coloniale. Dire cela n'implique aucune explication et n'emporte aucune conséquence. Au vrai, comment parler des migrations sans en poser la problématique ? S'agit-il de traiter des causes, des conséquences, des modes de déplacement ? Des causes ou des conséquences pour les migrants, pour le pays de départ, pour celui d'accueil ? S'agit-il de traiter de l'échelle nationale, régionale, locale, de la dimension ethnique, religieuse, intercommunautaire ? A quel moment, en outre, s'agit-il de faire démarrer le compteur de l'Histoire ? Nous sommes ici en Afrique, ce qui donne aux migrations trois caractères particuliers :

- la prégnance du nomadisme ou du semi-nomadisme comme mode de vie dans le désert : le tiers septentrional est parcouru par les tribus chamelières en quête de pâturages et la steppe (le tiers central, la bande soudano-sahélienne des géographes, l'est par des pasteurs de chameaux, de chèvres et de moutons au Nord, et de pasteurs bovins au Sud, tandis que le tiers Sud, terre de savanes qui couvre l'essentiel du territoire actuel du Soudan du Sud, est une terre de transhumances saisonnières d'éleveurs bovins.

Les mouvements réguliers de population sont donc la règle, et sont conditionnés par l'accès aux ressources et non pas par l'existence de frontières : translations sur le temps long des pasteurs venus de l'Ouest de l'Afrique dans la bande sahélo-sahélienne (les Peulhs), transhumances méridiennes épousant le rythme des moussons entre le désert et la savane, et transhumances entre zones inondées de la cuvette du haut-Nil et monticules cultivés en saison des pluies au Sud.

- Un autre élément du tableau est la traite des esclaves qui a conduit de nombreux peuples à se réfugier sur les hauteurs ou à l'écart des grands axes, depuis l'Antiquité pharaonique jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les peuples « paléo nigritiques », des monts Nouba au sudan central, ou des Beni Shangul au pied du massif abyssin, sont le vestige de ces tentatives de se mettre à l'abri des razzias grâce à l'obstacle du climat et du relief. D'autres zones, comme le Sud-Darfour, le Nord de l'Équatoria occidentale et du Bahr el Ghazal sont encore aujourd'hui désertés, comme le Nord-est de la Centrafrique, à la suite des razzias du XIX^e siècle (qui furent la cause de l'invasion du Soudan en 1821 par les troupes turco-égyptiennes du vice-roi d'Égypte, Mohamed Ali).
- Troisième élément, l'absence d'histoire écrite hormis quelques récits de voyageurs remontant au XVIII^e siècle, et l'absence de recherches ethnohistoriques ou archéologiques sur l'ensemble du territoire, hormis la haute Antiquité « égyptienne », fait qu'il est encore aujourd'hui difficile de retracer avec certitude les mouvements de population qui ont peuplé le Soudan au cours des siècles passés. Mais ces mouvements sont encore à l'œuvre de nos jours, dans certains cas, en toile de fond des migrations brutales, forcées qui vont retenir notre attention.

Depuis les années 70, le Soudan a connu des déplacements massifs de population : d'abord en tant que terre d'accueil pour des réfugiés venus de pays voisins, puis en tant que terre d'exode

de populations fuyant famines et combats sur son territoire. De nombreux chiffres ont circulé quant au nombre de personnes concernées à un titre ou un autre par ces migrations. Mais ces chiffres ne sont que des estimations, le plus souvent hasardeuses, qui visent à donner un semblant de rigueur à l'action des intervenants étrangers pour soulager les victimes de ces déplacements, ou bien aux reportages des media envoyés sur place : le chiffrage est un élément-clé dans la mobilisation de la solidarité internationale et de la sensibilisation du public. Mais, face à la carence de ces données démographiques, la question se pose de savoir en quoi peuvent consister les études sur les migrations, et, surtout lorsqu'elles interviennent a posteriori, à quoi elles peuvent servir. Le défi serait alors, à l'échelle de petites communautés ou des individus, de comprendre ce qui déclenche la décision de migrer, comment elle requiert des capacités de résilience particulière, comment se fait l'adaptation à une situation transitoire, comment elle débouche sur une adaptation plus durable, voire une intégration, comment s'opère éventuellement le retour. Etant entendu que la dimension mentale, culturelle est déterminante dans ces capacités, et que tous les groupes, de même que tous les individus, ne réagissent pas de la même manière au déracinement ou à la rupture avec un mode de vie. La dimension particulière de l'accueil dans un camp de déplacés ou de réfugiés a été mieux étudiée, mais sans permettre une comparaison objective entre la vie d'avant et la vie d'après, si ce n'est à travers les souvenirs et la nostalgie des migrants.

La migration n'est pas seulement, et pas surtout, une translation dans l'espace : à part le cas de ceux qui tentent l'aventure de l'émigration hors du continent, les migrants ne quittent pas leur monde, et se retrouvent parfois à quelques kilomètres à peine de leur village d'origine : les Nouba regroupés dans les camps « dar es Salam », prisons à ciel ouvert qui les retiennent aux pieds de leurs collines natales, sous le contrôle des forces gouvernementales, vivent un déracinement tout aussi douloureux que ceux qui font des centaines de kilomètres pour trouver un refuge.

Elle est en effet un basculement dans un autre univers : celui de la précarité certes, et de la dépendance ; mais aussi celui d'un monde régi par de nouveaux codes, dominé par d'autres cultures que ce soit la culture urbaine des représentants de l'Etat, ou la culture occidentale des porteurs d'aide humanitaire. Tout n'est pas négatif, dans ces changements où la vie quotidienne peut se révéler plus facile, dans un camp où l'eau propre est disponible sans effort et en abondance, où la nourriture est suffisante et s'obtient avec un simple enregistrement à un guichet du HCR et où parfois même les enfants peuvent découvrir l'école, et où tant d'objets et de gens nouveaux s'offrent à la découverte... La dépossession s'accompagne donc d'une prise de possession d'touts et de compétences nouvelles, ce qui introduit un clivage nouveau entre générations : à la nostalgie des anciens répond souvent l'engagement des jeunes dans une vie nouvelle on les références sont désormais extérieures à la tribu et au pouvoir des Anciens, une rupture de la transmission et des liens d'autorité. La prise d'autonomie des femmes, délivrées des corvées ménagères, mais auxquelles s'offrent de nouvelles possibilités de socialisation, autour du dispensaire, du point d'eau, de la distribution des rations, répond la dépossession des hommes privés du travail des champs, des soins du bétail, du plaisir de la chasse et de la gestion des affaires de la communauté. Et c'est tout ce pan mystérieux des migrations qui mériterait de retenir l'intérêt, en ce qu'il porte en lui les prémisses de l'avenir.

Aujourd'hui, ces vagues de grande ampleur des années 70 ont cessé depuis 25 ans et ces réfugiés sont rentrés dans leurs foyers ou ont été intégrés dans les communautés locales. Mais d'autres conflits ont éclaté dont certains perdurent et continuent de chasser ou de maintenir certains groupes hors des frontières ou de leurs foyers. Il faut souligner ici la difficulté d'appliquer strictement la distinction juridique entre déplacés et réfugiés, tant elle est parfois vide de sens pour les intéressés eux-mêmes, qui font moins allégeance à un Etat qu'à leur groupe d'appartenance, ou qui du fait de leur mobilité, se réfèrent à plusieurs lieux comme patrie. Dans la description de la situation actuelle et passée, je tenterai donc d'expliquer

comment cette distinction perd ou non de sa pertinence, en fonction des situations locales et aussi de l'intérêt des migrants.

Le Soudan, terre d'accueil pour les réfugiés d'Éthiopie, d'Ouganda et du Tchad

Durant les années 70, le Soudan est devenu le pays du monde qui accueillait le plus d'émigrants : avec la chute de l'empire éthiopien en 1975, et l'arrivée au pouvoir du « dictateur rouge » Mengistu Hailé Mariam en 1977, les réfugiés érythréens sont arrivés par centaines de milliers dans l'est du Soudan, bientôt rejoints par les réfugiés tigréens plus au Sud, entre Nil Bleu et Atbara. De grands camps ont été ouverts à leur intention le long de l'axe routier entre Khartoum et Port-Soudan, dans la région de Gedaref et de Kassala.

Cette dernière ville, frontalière de l'Érythrée et berceau de la confrérie Khatmiya à laquelle adhèrent de nombreuses tribus soudanaises et l'ensemble des Musulmans érythréens, était déjà peuplée de Beni Amer, le seul des groupes constituant le grand peuple Béja, à avoir adopté la langue arabe. À cheval entre l'Érythrée et le Soudan, ils s'estiment les maîtres de cette province du Taka coupée en deux par les colonisateurs italien et britannique. De même, sur la côte de la mer Rouge, et jusqu'à l'Atbara dans l'intérieur, nomadisent les Rashaida, un groupe arabe qui a quitté l'Arabie du sud en 1846 et vit aujourd'hui de l'élevage chamelier, mais surtout de la contrebande entre les deux rives de la mer Rouge, et dont les ramifications s'étendent de Port-Soudan à Massaoua en Érythrée.

Hormis ces groupes frontaliers, les réfugiés de l'intérieur étaient accueillis dans des camps organisés et gérés par les agences de l'ONU et une multitude d'ONG internationales. C'étaient des lieux ouverts et nombreux sont les réfugiés qui se sont rendus en toute liberté dans les grandes villes et la capitale, en quête de travail. Compte tenu de la proximité culturelle (en dépit des différences religieuses et linguistiques) et de leurs compétences appréciées, ces réfugiés ont été très bien accueillis par la population soudanaise, travaillant soit sur place dans les grandes exploitations agricoles mécanisées, soit dans les services à Khartoum.

Les Tigréens, qui étaient de même souche que les Tigrinya érythréens, mais qui n'avaient pas « bénéficié » de la colonisation italienne, et étaient beaucoup moins qualifiés et ouverts sur le monde, étaient dans une situation plus dramatique, d'autant que leur mouvement rebelle (le TPLF) était beaucoup plus faible que les mouvements érythréens (FPLE et FLE) qui disposaient de cadres formés et d'un véritable appareil de soutien de sa population. Chaque nouvelle offensive « Etoile rouge » du Derg appuyé par l'URSS amenait son nouveau lot de dizaines de milliers de réfugiés.

Depuis la chute de Mengistu et la prise du pouvoir à Addis Abeba par le TPLF en 1991 et l'indépendance de l'Érythrée en 1993, ces réfugiés sont de façon plus ou moins volontaire rentrés chez eux. Les grands camps édifiés au milieu de la vaste plaine d'argile comme Wad Kawli, qui comptait plus de 100 000 habitants, ont disparu. Une communauté importante d'Érythréens et d'Éthiopiens a néanmoins fait souche à Khartoum, où elle joue un rôle économique considérable, dans le domaine de la restauration et des services.

La chute d'Idi Amin Dada et le calvaire ougandais

Un autre foyer d'immigration se trouvait au sud du pays, dans un tout autre univers, pratiquement inaccessible depuis Khartoum. À la frontière de l'Ouganda se regroupaient les victimes des combats du début des années 80 entre les différents groupes et peuples qui se battaient pour accéder au pouvoir à Kampala, après la chute d'Idi Amin Dada. Son propre groupe d'origine, était particulièrement visé, ainsi que les petits peuples à cheval sur la frontière : Kuku, Kakwa, Nubis... Ces réfugiés de la région de Yéi à Nimulé bénéficiaient de

l'hospitalité de leurs congénères, qui leur offraient des terres où s'installer et cultiver. Ils sont également rentrés chez eux après la stabilisation de la situation, et accueilleront plus tard à leur tour les réfugiés sud-soudanais, de la reprise des combats en 1983 jusqu'à la paix signée en 2005 entre le gouvernement central et le mouvement rebelle du SPLA.

La reprise de la guerre civile au Sud (1983-2005) : migrations internes et exode vers l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda

A partir de 1983 en effet, et la chute du dictateur Nimeiri en 1985, la situation s'inverse : une nouvelle guerre civile de vingt ans démarre, avec dans un premier temps surtout des déplacements internes. L'armée régulière est en situation défensive face au mouvement rebelle qui tient l'ensemble des campagnes du Sud. Le gouvernement fait alors appel à partir de 1987 à des milices tribales montées, qui appartiennent aux tribus arabisées transhumantes évoquées plus haut entre le nord et le sud du pays. Ces milices (appelées Murahilin) dévastent les contrées où elles ont l'habitude de migrer en saison sèche, massacrant les tribus d'éleveurs nilotes qui contrôlent les pâturages et les points d'eau. A ces massacres et ces pillages s'ajoute d'ailleurs une renaissance de l'esclavage et des pratiques qui lui étaient liées au XIXe siècle (esclavage domestique, adoption des enfants par les tribus arabisées, etc.) Paradoxalement en apparence, la population ciblée (surtout les Dinka du Bahr el Ghazal) cherche son salut en migrant vers Khartoum, ou vers les grandes villes du Nord, qui se trouvent envahies par cet afflux continu de migrants en quête de sécurité.

Dans d'autres régions du Sud plus périphériques, la population soumise aux coups de boutoir de l'armée régulière, ou aux affrontements entre groupes rebelles, se réfugie en Éthiopie, où se trouve la base du SPLA, soutenu par Mengistu et l'URSS ; les camps de réfugiés de Gambela et d'Itang sont aussi des viviers de combattants plus ou moins volontaires pour le SPLA. En revanche, les camps qui s'ouvrent au nord du Kenya (Lokichoggio, Kakuma) sont gérés par les agences de l'Onu et les ONG internationales, pour lesquelles le terrain sud-soudanais devient une zone d'opérations primordiale et portée par les media et la diplomatie occidentale, dans le cadre de la guerre froide finissante.

Pendant ce temps, le Darfour à l'ouest subit le contrecoup des tentatives du colonel Kadhafi de s'emparer du Tchad. Le Darfour devient un lieu de passage et de refuge pour les perdants, dans le flux et reflux des groupes combattants : Légion islamique, mouvements tchadiens rebelles... La frontière qui coupe en deux les Tama, les Massalit, les Zaghawa et d'autres groupes voit ces populations tchadiennes trouver un abri précaire au Soudan, ou vice-versa, sans pour autant avoir le sentiment de se rendre à l'étranger, puisqu'elles sont accueillies par leurs phratries.

Après le coup d'Etat militaro-islamiste de juin 1989, le mouvement de migration s'accroît et prend une dimension brownienne, avec un aspect de sauve-qui-peut ou le choix entre émigration et déplacement interne dépend uniquement du lieu d'existence et de sa distance avec une région plus sûre. En mai 1991, la chute de l'URSS entraîne celle de Mengistu et le départ précipité du SPLA, dont les camps sont vidés en quelques jours de leur population, tandis que les camps du Kenya et d'Ouganda se remplissent lors des offensives de saison sèche de l'armée du gouvernement, renforcée par l'Iran et la Chine. Dès lors, le SPLA reçoit l'aide de la CIA, par le canal de l'Onu et des ONG qui en dépendent. Le contrôle des déplacés devient un but de guerre, tant pour le gouvernement que pour les mouvements rebelles puisqu'il permet de s'assurer un accès à l'aide qui est massivement détournée en faveur des combattants et de leurs chefs. Toute estimation quantitative du nombre de réfugiés et de déplacés à un moment donné est évidemment difficile, étant donné la mobilité des populations, l'incapacité de l'ONU et de ses agences de fournir des chiffres fiables : on estime qu'au moins 4 millions de Sud-Soudanais ont quitté leurs foyers durant ces vingt ans de

guerre, soit la moitié du total. Mais on n'a qu'une vague estimation des pertes en vies humaines durant cette période (entre 3 et 4 millions) : il faut accepter les limites de la connaissance de l'ampleur réelle de ces phénomènes en temps de guerre, s'agissant de plus d'une population qui n'a jamais fait l'objet de recensement fiable auparavant, et qui est, on l'a vu, mobile en temps normal. Et il faut également admettre que les comptages globaux effectués par l'UNICEF n'ont de valeur que pour orienter une politique et obtenir des crédits. Au tournant des années 2000, l'exploitation de pétrole au Sud fait entrevoir des perspectives de paix, avec l'intervention des États-Unis et de certains pays européens ; Mais le gouvernement soudanais accélère du coup le nettoyage des régions pétrolifères (Western Upper Nile) pour en rendre plus sûre la prospection aux sociétés intéressées (chinoises, suédoise, autrichienne...). Les Nuer sont massivement massacrés et les survivants chassés de leur territoire, de même que les Nouba qui vivent le long de l'oléoduc qui évacue le brut vers la mer Rouge.

La contre-insurrection au Darfour : un transfert massif et durable de population vers les camps, sur place et au Tchad

C'est alors en 2003, qu'éclate la crise du Darfour, dont la cause directe est le règlement de paix en cours entre le mouvement rebelle du sud et le gouvernement central. La contre-insurrection, d'autant plus brutale qu'elle allie bombardements et mitraillages aériens avec des attaques de cavaliers au sol, chasse en deux ans 2, 5 millions déplacés et réfugiés de leurs foyers. Véritable nettoyage ethnique qui frappe les principaux peuples représentant l'identité du Darfour : les Four, les Massalit, les Zaghawa. Mais aussi la plupart des peuples non-arabisés du cœur de l'ancien sultanat. Les départs sous la muraille ou les bombes se font dans des conditions effroyables, vers les abords des villes où règne l'ordre gouvernemental et où s'affairent les ONG et les agences humanitaires de l'ONU, chargés de masquer l'inaction des gouvernements occidentaux. Les plus grands camps se trouvent donc aux portes de chefs lieux : Kalma (plus de 100 000 habitants) près de Nyala, Al-Chok, près d'el Facher, Kalamata près d'Al-Geneina. Mais 250 000 habitants se réfugient au Tchad, dans une douzaine de camps montés par le HCR.

En avril 2004, le UNHCR dresse une carte de la situation répertoriant une cinquantaine de camps. Les principales concentrations sont situées au Nord-Darfour, autour des villes de Kutum et de Korma, ainsi que le long de l'axe routier menant d'El-Facher à El-Geneina, dont 3 à Tawila. En revanche, la ville même d'El-Facher ne voit naître initialement qu'un seul camp à ses portes. D'autre part, 110 000 habitants de l'extrême nord et la zone frontière se sont réfugiés au Tchad, où des camps apparaissent, échelonnés le long de la frontière. Mais les attaques janjawid vident les camps de Kutum et de Korma en mars 2004 et contraignent leurs habitants à se réfugier près d'El-Facher. Le long de l'axe routier reliant El-Facher à Nyala apparaissent aussi des camps, ainsi que dans les contreforts orientaux du jebel marra. De même, la route stratégique menant de Nyala à El-Geneina est échelonnée de camps, provenant des villages détruits tout le long et des villages détruits dans les contreforts fertiles du jebel Marra, et le long des cours d'eau qui en descendent, comme le wadi Azoum jusqu'à la frontière tchadienne au Sud. Les autorités empêchent les déplacés de se rapprocher de la ville de Nyala, mais le camp de Kalma passe en mars 2004 de 8000 à 12000 déplacés, à la suite d'attaques janjawid, et de fortes concentrations s'installent à quelque distance au Nord-est de la ville. Au Darfour Ouest, la localisation des camps est plus diffuse, et la population tend à se rapprocher de la frontière ou à la franchir pour s'installer de façon dispersée juste de l'autre côté.

Selon une estimation du PAM du 29 mars 2004, environ 800 000 personnes sont alors déplacées. Les deux plus grandes concentrations sont celles de Kutum (120 000 au total) et de Mornay (80 000), suivies par Korma, Kebkabiya, El-Geneina et Garsila qui abritent environ

50 000 habitants chacun.

Une carte du 2 août 2004 indique que 395 villages ont été complètement détruits et 121 partiellement. Ces destructions ne sont pas faites au hasard, et leur concentration montre la nature des objectifs poursuivis, puisqu'elle ne recouvre que partiellement la carte des densités de population : ainsi une trentaine de villages ont été totalement détruits aux alentours de Kebkabiya, importante garnison et foyer du leader janjawid Moussa Hilal, à mi-chemin sur la route entre El-Facher et El-Geneina ; au Darfour-ouest, une cinquantaine de villages ont été rasés entre Kérénik au nord et Mornay au Sud, de part et d'autre de l'axe routier quittant el-Geneina vers Nyala, dans une région fertile et convoitée par les janjawid. Cette zone se prolonge vers le Sud, entre Habila et Garsila, par une autre cinquantaine de villages détruits, sur les rives des grands fleuves temporaires qui descendent du jebel Marra vers le bassin du lac Tchad. Plus au sud encore, une écharpe d'une quarantaine de villages s'étendant de Kass à la frontière tchadienne, dans les collines de Moukjar à Bendsi., a également été dévastée. Il faut ajouter à ce tableau une trentaine de villages détruits dans le saillant que fait la frontière au Sud d'El-Geneina (en lisière d'Adé du côté tchadien), et un nombre indéterminé de villages du piémont sud du jebel Marra, qui alimentent la dizaine de camps installés entre Nyertétéi et Kas.

A l'Est du massif, les villages autour des garnisons de Meiram et de Mershing alimentent les camps de Shangil Tobay au Nord et de Menawashei au sud. Au cœur du massif, en zone contrôlée par les mouvements rebelles, s'ouvrent les camps de Gulu et de Rokero, tandis qu'une partie de la population fuit vers le nord-ouest et les camps de Tawila.

Le nord plus déshérité et moins densément peuplé de la région n'est pas épargné : une écharpe de villages depuis le jebel Moun vers le nord-est est rasée, les habitants s'enfuyant en masse vers le Tchad (camps de Farchana (12000 habitants) et de Bredjing (28 000), de Kounoung et de Mille avec 10 000 réfugiés chacun). Plus au Nord, le pays zaghawa a été vidé de sa population, en particulier autour de Kornoi, et ses habitants ont rejoint les camps de Touloum et de Iridimi (15 000 habitants chacun), le camp le plus septentrional étant celui de Oure Cassoni. Les plus grandes dévastations ont touché les concentrations de population autour de Kutum et el-Dor, ainsi que dans la région de collines de Fata Barno, qui marquent l'extrémité nord du jebel Marra. Mais les opérations ont également touché les territoires du nord-est, le long de la route de Mellit à Malha, dans les confins isolés du pays Meidob.

Dix ans plus tard, tous ces déplacés et ces réfugiés sont toujours dans leur lieu d'exil, où la violence continue de régner, même si les humanitaires et les diplomates s'en sont allés. Une force de Casques Bleus africains est censée les protéger, mais ils sont toujours soumis à l'arbitraire et aux exactions de l'armée soudanaise et des janjawid, qui patrouillent autour des camps, à l'affût des femmes qui sortent de cet abri précaire pour aller chercher du bois au loin.

Du côté des rescapés, l'envie de rentrer dans leurs foyers est partagée. D'une part, le souvenir du village d'origine est associé à un traumatisme qui ne s'efface pas, et à la perte de tous les biens, des êtres chers et d'un genre de vie disparu ; de l'autre, la découverte dans les camps d'une vie nouvelle, marquée par l'oisiveté et la déchéance, l'humiliation quotidienne, a aussi été l'occasion de découvrir un confort inconnu jusqu'alors : accès sans effort à la nourriture et à l'eau potable, aux soins médicaux, parfois à l'éducation primaire : une vie d'assisté, certes, mais dont les repères ont bouleversé définitivement les hiérarchies et les compétences nécessaires à la survie. L'aide d'urgence apportée massivement a donc des conséquences ambivalentes, et certainement délétères, ou accélératrices de changement culturel et social, auprès de la population qui en bénéficie. D'autant que le temps passé a vu naître une nouvelle

génération qui n'a pas connu la vie d'antan et qui grandit avec d'autres repères, d'autres valeurs, urbaines ou urbanisées, que celles de leurs parents. Et la tranche d'âge des grands parents a disparu, soit durant les attaques auxquelles elle n'a pu échapper, soit n'ayant pu survivre aux déplacements et aux privations de l'exode. Elle n'a donc pas pu transmettre aux enfants les traditions, la culture et bien souvent la langue d'origine. C'est là, sans doute, le plus grand succès du gouvernement de Khartoum, dans sa volonté de soumission par l'assimilation culturelle autant que par l'élimination.

Au Darfour, l'urbanisation, instrument de l'assimilation des déplacés

Le grand chambardement du Darfour a donc eu des conséquences durables, même si la situation n'est pas stabilisée : des groupes rebelles continuent de résister dans la montagne centrale et l'insécurité liée au banditisme est générale sur les axes routiers et dans les campagnes tandis que l'armée gouvernementale continue de chasser les populations rurales des régions qu'elle ne parvient pas à contrôler.

Néanmoins, la croissance urbaine gonflée par le déversement d'aide et de technique occidentales est durable : le boom économique provoqué par le déversement massif d'aide et de technologie occidentale a eu un impact durable sur l'économie et les mentalités locales. Nyala, la capitale de l'ensemble de la région (aujourd'hui divisée en 6 provinces) est devenue une ville moderne, où des capitaux venus de Khartoum se sont investis dans l'agro-alimentaire en particulier : avec la perte des champs pétrolifères du sud-Soudan en 2011, l'agro-business est redevenu un domaine d'élection des capitaux islamistes, soudanais ou venus du golfe. L'éradication de la population a libéré les terres les plus fertiles, et les nomades ont pu étendre leurs aires de pâturage et de leurs parcours de transhumance, sans être freinés par les sédentaires. Des abattoirs modernes, des circuits de commercialisation et de transport ont été mis en place pour permettre l'exportation directe de la viande, très prisée, vers les marchés hautement rentables du Golfe, par la voie aérienne.

A rebours, l'économie traditionnelle d'échanges autour des marchés ruraux, de l'artisanat des cuirs et peaux, de la transformation locales des produits de la région (fruits, produits de l'élevage et de la cueillette..) a été anéantie.

En l'absence d'accord de paix, une répartition dure de la population s'est mise en place : les pôles d'activité moderne, branchés sur l'économie internationale, se sont développés, tandis que les espaces en creux, à l'écart des montagnes, des déserts, sont abandonnés. Mais l'histoire réserve parfois des surprises, puisqu'une ruée vers l'or s'est déclenchée depuis deux ans, en direction des zones stériles du Nord, où l'orpaillage a attiré des dizaines de milliers de jeunes déplacés des camps, tandis que le gouvernement essaie de les éliminer pour récupérer cette nouvelle source de profit.

La partition du Soudan, cause de nouvelles migrations

L'indépendance du Sud-Soudan, le 9 juillet 2011, a provoqué d'importants mouvements de population : les déplacés d'origine sudiste installés à Khartoum et dans les grandes villes du Nord, où ils avaient fait souche depuis trente ans ou plus, ont été dépouillés de leurs biens et chassés brutalement vers le Sud, où ils n'avaient souvent plus d'attaches et où rien n'avait été prévu pour les accueillir.

D'autre part, la guerre a vite repris dans les monts Nouba et le Nil Bleu, le gouvernement refusant d'appliquer le statut spécial qui leur avait été conféré dans le cadre de l'accord de paix de Naivasha en janvier 2005. Les bombardements des régions montagneuses ont entraîné la fuite des villageois, vers l'Éthiopie et le Sud-Soudan pour le Nil Bleu, vers la province d'Unity au Sud-Soudan pour les monts Nouba. Ainsi, le camp de Yida, à 20 km au Sud de la

frontière a accueilli 30 000 réfugiés dès le début 2012, passés à 60 000 en juillet, pour atteindre 140 000 habitants aujourd'hui. ce camp situé au milieu des marais, à 20 km au sud de la frontière entre les deux Soudans, donc relativement à l'abri, a accueilli des réfugiés venus de la moitié Sud des monts Nouba : la distance relativement faible qui sépare les réfugiés de leurs foyers permet de mettre femmes et enfants à l'abri, tandis que les hommes et les garçons tentent de rester sur place pour les travaux des champs et le gardiennage des troupeaux, dans la mesure où les bombardements des Antonov le permettent. Un partage des fonctions s'opère ainsi, les femmes ravitaillent les hommes en parcourant la distance à pied, selon le rythme des distributions de nourriture du Programme Alimentaire Mondial.

Mais les habitants accueillis par la petite communauté dinka qui était installée sur place se sont mis à cultiver des jardins, à construire leurs cases avec les matériaux locaux, et ont développé une économie dynamique autour de leurs productions, des aides qui leur parviennent et de la position du camp sur un axe routier secondaire, mais prometteur, entre Bentiu, capitale de la zone pétrolière d'Unity au sud, et Kadugli, chef lieu de la province du Sud Kordofan /monts Nouba au Nord. Là encore mais d'une manière auto générée, le camp est en train de se muer en ville, point focal pour une population étrangère au milieu local, mais qui fonctionne en symbiose avec les villages et les terroirs situés de l'autre côté de la frontière.

Le cas soudanais montre que les migrations, tant internes qu'externes, ne sont pas en voie de stabilisation, et qu'elles ne font au contraire que s'amplifier. Les Etats d'Afrique sont pour la plupart incapables de contrôler leur territoire, d'assurer des ressources à leur population ni d'asseoir leur légitimité. Des éléments ou des groupes armés se multiplient sous diverses étiquettes, ethniques ou religieuses. Bien armés, ils mettent en péril l'existence même des Etats, comme le montre une mission récente (mars 2014) en RCA pour le compte de Médecins sans frontières.

La porosité des frontières s'accroît et elles ne sont plus, bien souvent, que des instruments dont la fonction et l'utilité varie au gré des circonstances et des acteurs : lieux où se concentrent le commerce, les trafics, des dynamiques nouvelles souvent impulsées par des populations migrantes ou à cheval, abris et espoirs d'accueil et d'assistance pour les migrants de survie comme pour les groupes armés rebelles et les malfaiteurs : les janjawid qui ont servi de milices au gouvernement de Khartoum, devenues indésirables au Darfour opèrent dans le nord de la RCA, tandis que la Lord Resistance Army, chassée de l'Ouganda, s'est repliée dans l'est de la RCA : les frontières permettent aux éléments de déstabilisation, entre banditisme et allégeance aux pouvoirs en place, de perdurer comme une menace permanente pour les populations contraintes à des déplacements successifs.

Une Afrique nouvelle apparaît ainsi, en filigrane des Etats, Afrique dont les axes mouvants sont tracés par les groupes en migration ou les éléments dont la géographie mentale s'affranchit des contours institutionnels hérités du passé. Le Soudan est l'un des creusets de ces désorganisations/réorganisations, puisqu'il est tenu au Nord par une formation armée idéologiquement d'un projet, voire d'une vision totalitaire et appuyée sur une référence islamique conquérante, opportuniste mais foncièrement antioccidentale. Un des atouts de ce projet est la situation du Soudan, en contact avec la Corne de l'Afrique, de la région des grands lacs, du bassin du lac Tchad et du Congo, mais aussi à la jonction entre sahel, péninsule arabe et vallée du Nil. De nouveaux acteurs, de nouveaux projets, autour de nouvelles ressources apparaissent ainsi. Des populations s'agrègent autour de nouveaux foyers, créant des centres de stabilisation temporaire où des formes de résilience et d'adaptation se font jour : un intense brassage s'opère entre groupes naguère distants, conduisant à des mutations culturelles constantes et à une apparente anomie des mouvements

de population. Avec en toile de fond la compétition accrue entre grandes puissances d'hier et pays émergents pour la maîtrise de ces territoires et de leurs ressources...